



**L'Europe Centrale par rapport
à l'intégration euro – atlantique
et l'enjeu du XXI^e siècle**

**Mémoire de géopolitique
du commandant Attila SZUVÁK
dans le cadre du séminaire « mondialisation »**

Directeur : Prof. Jean-Louis Scaringella (directeur de l'ESCP-EAP)

- Mars 2003 -

L'Europe Centrale par rapport à l'intégration euro – atlantique et l'enjeu du XXI^e siècle

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LE CHANGEMENT DE REGIME

Quel est l'héritage historique?

Les changements politiques

Le réveil de la région et des initiatives au lendemain du grand
changement

DEUXIÈME PARTIE : L'ETAT ECONOMIQUE

Une transformation en retard

L'ouverture économique

La conséquence de la stabilisation politique est une croissance
économique

TROISIEME PARTIE : QUEL SONT DES PERSPECTIVES DES PAYS CENTRAUX ?

Les enjeux politique

Une constante: économique précaire

L'intégration euro – atlantique

INTRODUCTION

L'Europe Centrale (une région difficile à définir)

Pendant nos études en Europe Occidentale nous avons remarqué qu'il y a vraiment beaucoup de gens, surtout en France, pour qu'il existe seulement deux parties de l'Europe, notamment l'Europe Occidentale et l'Europe Orientale ou uniquement l'Europe et des pays de l'Est. Mais « l'Europe de l'Est » n'existe plus, elle est éclatée, morcelée et s'est divisé. Donc dans ce domaine – là on se pose des questions de savoir: « L'Europe Centrale existe-t-elle vraiment? Quelles sont les caractéristiques de cette région, et quels sont les signes distinctifs qui nous donnent l'impression qu'il s'agit d'un ensemble réel et non virtuel? » Toute analyse s'inscrit dans l'espace et dans le temps. Pour répondre à ces questions, nous examinerons tout d'abord le cadre physique, puis nous aborderons le changement de régime, l'état économique et des perspectives des Pays Centraux.

Bien évident qu'il existent des autres définitions de l'Europe Centrale dont cette région est beaucoup de plus grande que nous délimiterons. Mais d'une part la dimension de cette étude ne nous permet pas de s'occuper de tous les pays de cette partie de l'Europe, d'autre part les pays centre-européens correspondent en fait à un espace particulier du continent eurasiatique où les facteurs d'homogénéité l'emportent sur les tendances à la diversité. Leur homogénéité s'avère avant toute circonstancielle et géopolitique alors que leur diversité s'exprime par leurs positions et histoires spécifiques. Leur analyse ne peut être dès lors que complexe et compliquée: complexe du fait de leur nombre et de leurs peuples si variés et enchevêtrés, compliquée par les imbrications multiples de situations et d'évolutions différentes.

La situation géographique (le cadre physique) de cet endroit

Les quatre pays qui sont au cœur de cette étude se situent au centre de l'Europe. Les pays de l'Europe du centre se caractérisent par une grande diversité de langues, de

religions et d'ethnies. Ils regroupent (ces quatre pays) quelque 64 millions d'habitants sur une superficie d'environ 533 000 kilomètres carrés. Cet ensemble représente donc environ 10% du territoire et 12% de la population totale de l'Europe traditionnellement définie.

Le paysage est plat au Nord (la plaine germano-polonaise) et au Sud (la grande plaine hongroise), il est montagneux au centre, dans la partie correspondant au territoire actuel de la République Tchèque et de la République de Slovaquie. Ces montagnes composent l'arc septentrional des Carpates, leur altitude est moyenne à l'exception des Tatras qui dépassent les 2000 mètres. La région au Nord ne compte pas de frontières naturelles difficilement franchissables, en revanche au centre, les montagnes contrecarrent le quadrilatère de Bohême; et de plus, en Hongrie, le bassin des Carpates, par le passé, a parfaitement délimité les contours du pays. Le plus grand fleuve de la région est le Danube, les autres rivières navigables sont l'Oder, la Vistule et la Tisza. Le plus grand lac de la région est le Balaton, qui se trouve en Hongrie.

La présence de vastes étendues fertiles a favorisé le développement de l'agriculture, notamment en Pologne, en Hongrie et dans les vallées des massifs des Carpates septentrionales. Les matières premières sont abondantes en Silésie et en Bohême ainsi qu'au Sud de la Pologne. La relative faiblesse en matières premières est le secteur nord, et sud a cependant retardé leur l'exploitation et par voie de conséquence, la création d'une industrie lourde dans ces régions.

L'Europe Centrale a été longtemps le carrefour des échanges Nord-Sud et Ouest-Est, ce qui a facilité le développement du commerce. Grâce à cette activité commerciale, l'infrastructure routière est assez bien développée, les axes sont orientés ouest-est au Nord (Pologne), nord-sud (en Tchèque et en Slovaquie) et nord-ouest, sud-est en Hongrie. Les voies de communication ont facilité les grandes migrations ainsi que les campagnes militaires. Cette grande ouverture a sérieusement affecté le sort des peuples d'Europe Centrale, dont l'histoire est liée aux conséquences graves dues à l'absence de frontières naturelles.

Pour mieux comprendre la détermination de l'Europe Centrale par cette étude, nous devons jeter un coup d'œil à l'histoire de la région ladite, des pays énumérés. Pour

pouvoir découvrir les faits géopolitiques derrière les aspirations politiques nous essayerons d'esquisser le trajet historique de l'Europe Centrale.

I

Le changement de régime

A la fin des années quatre-vingts, en raison de la pression interne et des circonstances internationales favorables, les pays d'Europe Centrale se déclarent leurs indépendants, commencent à rattraper leur retard et prennent des mesures sérieuses pour se convertir à l'économie de marché.

Le changement de régime a accompli dans les pays d'Europe de l'Est. La transformation radicale de l'économie, de la politique et de la société a mis fin à la tutelle artificielle et forcée qui a maintenu les pays d'Europe Centrale et Orientale à l'écart du courant majeur d'évolution en Europe pendant presque cinquante ans. L'obstacle qui empêchait ces pays de prendre place dans le concert des États démocratiques d'Europe et du monde, a été levé.

11 - Quel est l'héritage historique?

C'est un héritage historique lourd. Il est difficile de résumer l'histoire des peuples d'Europe Centrale, riche en bouleversements et différente l'une de l'autre, si on examine les histoires des nations. Pourtant, on peut trouver des points communs et des périodes parallèles de ces quatre pays qui peuvent nous aider à comprendre l'héritage commun de cette région, tout en étant conscient que son histoire est inséparable de celles des régions voisines et du courant historique majeur d'Europe.

La région « d'Europe Centrale », coupée en deux par les Carpates, a privilégié la création des trois entités, une au Nord de cette ligne, une au Sud, dans le bassin des Carpates et une au milieu dans les vallées de montagne. L'histoire multiculturelle de la

région prouve la présence de ces trois entités. Nous ne tenterons guère plus que de développer quelques images de l'histoire de chacune.

Dans l'ère antique, le Nord a été occupé par les tribus germaniques et par les slaves occidentaux. Le Sud a été partiellement occupé par les Romains (Pannonie). Lors des grandes migrations, les Romains ont disparu et la Grande Moravie est née, empire des slaves occidentaux, puis la région faisait partie du pays des Francs. Avec la dernière vague de migrations, les Hongrois sont arrivés, et ont écrasé la Grande Moravie, occupé le bassin des Carpates en créant leur royaume. Au Nord, sous la dynastie des Piast, les ducs de Pologne consolident la Pologne.

Les trois entités sont très clairement séparées du X^e au XIV^e siècle. Au Nord, le Duché (puis le royaume) de Pologne, au Sud le royaume de Hongrie dominaient. Les deux pays se sont réunis sous le même roi, Louis 1^{er} le Grand d'Anjou en 1370, puis se sont séparés. Au Nord, la dynastie Jagellon consolide l'unification de la Pologne avec le duché de Lituanie. A l'Ouest, la Bohême devient le chef-lieu du Saint Empire. Au Sud, la Hongrie commence son combat séculaire contre les Turcs. Au cours du XVI^e siècle, les royaumes d'Europe Centrale perdent leur indépendance. Sous la pression des Suédois au Nord et des Turcs à l'Est et au Sud. Après des guerres successives, l'Europe Centrale est épuisée tant humainement que matériellement.

Après avoir chassé les Turcs de l'Europe Centrale, le XVII^e siècle marque l'arrivée des deux grandes dynasties, les Hohenzollern au Nord et les Habsbourg au Sud, ainsi que la formation de l'empire russe de Pierre le Grand. Ce sont ces trois grands empires qui seront responsables du sort des peuples pendant les deux siècles à venir. Le royaume de Prusse, l'Autriche et la Russie partagent plusieurs fois la Pologne. Les Habsbourg se consolident en tant que maîtres d'Europe Centrale. L'Autriche devient l'Empire Austro-Hongrois seulement en 1867.

A l'issue de la première guerre mondiale, l'Empire Austro-Hongrois se décompose, il est séparé. La Pologne renaît et la nouvelle république de Tchécoslovaquie a appairé sur la carte. L'actuelle situation géopolitique d'Europe Centrale est essentiellement issue de cette date. Après la deuxième guerre mondiale, l'Union Soviétique libère ces pays des nazis. En revanche, elle les intègre dans sa

sphère d'influence. Les soi-disant démocraties populaires voient le jour. L'Europe Centrale défile sous les drapeaux du Pacte de Varsovie, par la pression soviétique.

Pour mettre en évidence les effets de la mondialisation nous considérerons le changement de régime, les réalités économiques et politiques. Une fois dégagée les facteurs économiques principaux, nous pourrons répondre à la question: « Pourquoi adhérer à l'Europe développée? » Enfin, nous aborderons les difficultés et les menaces potentielles qui apparaîtraient lors de notre rapprochement vers l'Europe.

12 - Les changements politiques

Dans la plupart des pays de la région devenus indépendants suite aux traités de paix signés à Versailles. Depuis le lendemain de la première guerre mondiale, la majorité des pays qui se situent actuellement entre la Russie et l'Union Européenne sont, plus ou moins, devenus souverains en termes de droit international et connaissent des transformations substantielles.

Les forces politiques modérées des pays d'Europe de « l'Est » ont reconnu la nécessité de rejoindre les institutions de la coopération euro-atlantique, s'ils voulaient devenir le plus rapidement et au prix de moindres sacrifices des États européens modernes, avec une économie, une culture, des structures sociales et économiques à la pointe du progrès et reposant sur des bases solides.

Une partie des pays de « l'Est » s'est distinguée par la vitesse des transformations accomplies et par la volonté ferme d'adhésion. Ce groupe, dont l'identité régionale est difficile à définir, correspond aux pays du groupe de Visegrad, comportant la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. Nous les appellerons Europe Centrale, tout en étant conscient que leurs limites physiques, économiques et culturelles ne sont pas parfaitement définies.

Ces pays considèrent que les organisations européennes et euro-atlantiques – OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), Union Européenne,

OTAN, Union de l'Europe Occidentale, Conseil de l'Europe, OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique, « marché commun » du monde dit occidental) sont des éléments d'un système unitaire et à structure unique se complétant et se renforçant mutuellement. D'où les ambitions de ces pays à satisfaire aux critères de l'adhésion et d'obtenir ainsi le statut de plein droit dans toutes les institutions, puis de participer activement et d'une manière engagée aux travaux de ces organisations.

Outre, des aspirations politiques, leurs intérêts vitaux les poussent vers l'adhésion à l'Europe. Cette région, ravagée régulièrement par les guerres, souffrant de nombreuses interventions par le passé, cherche la sécurité pour assurer son développement. Paradoxalement, l'intégration euro-atlantique lui permettra de conserver son identité multiculturelle et par la sa survie au XXI^e siècle. C'est l'enjeu, et le seul véritable enjeu pour l'Europe Centrale dans un avenir proche.

Nonobstant, la situation politique est complexe, la vie politique se caractérise par les élites et les autres. C'est pourquoi le changement et les objectifs politiques ne sont pas toujours clairs et la lutte entre les politiques retarde l'évolution démocratique plus vite possible. De nos jours, on peut distinguer les élites politiques « stricto sensu » (quelques milliers de personnes) des autres. Les élites politiques centre-européennes sont actives dans les sphères des États et des parties uniques ou devenues multiples, et dans les domaines proches de la politique. Plus nombreuses, les autres élites se composent de nouveaux riches, capitalistes et possédants, qui s'épanouissent dans « l'économie grise » (par exemple, « les barons verts » en Pologne ou en Hongrie dès les années soixante-dix), elle se compose aussi de dirigeants qui ont la mainmise sur la culture et la science, la santé et le droit, l'enseignement et la recherche, la foi (songeons au célèbre confesseur millionnaire de Lech Walesa) et l'idéologie, etc., s'y ajoutent ceux qui se trouvent à la tête des mouvements sociaux, telles les Eglises et les organisations syndicales ou de la jeunesse. Les élites politiques s'articulent aujourd'hui en plusieurs groupes ou parties. Elles sont plutôt en situation conflictuelle qui ne permette pas une transformation efficace concernant toutes les populations.

Depuis la fin des années 1980, la majorité des politiciens au pouvoir dans cette région d'Europe sont d'anciens membres, souvent haut placés, des parties uniques de type soviétique de leur pays respectif. Les hypothèses sont multiples pour discerner les

stratégies par lesquelles les classes ou les élites dominantes centre-européennes se sont choisies ou imposées afin de se maintenir, notamment en politique, et acquérir un minimum de légitimité tant intérieure qu'extérieure.

Parmi ces élites, les survivants des communistes réformateurs sont fondamentalement hostiles à la gauche et pratiquent un paternalisme qui s'inspire du libéralisme conservateur du XIX^e siècle. Dans les parties uniques ou la « dissidence », les intellectuelles technocrates ont joué un rôle important dans les années quatre-vingt, mais avant d'être éliminés dès que la lutte politique devient plus serrée, sauf s'ils se reconvertissent dans le domaine purement politique. Les dirigeants populistes cherchent les contacts directs avec la population. Ils sont passés maître en matière de simplifications (« il n'y a qu'à ») et défendent « l'unité » néo-conservatrice basée sur la nation. Ils rejettent, du moins en paroles, l'Ouest (capitaliste) mais ils en profitent. Souvent teintés de nationalisme et de démagogie socio-économique, leurs discours multiplient les promesses faciles, ils mobilisent ainsi une partie des mouvements syndicalistes. Ces trois premiers regroupements sont très souvent représentés dans les gouvernements centre-européens depuis 1989.

Par ailleurs, les « professionnels » technocrates sont majoritairement d'anciens-jeunes communistes réformateurs. Ils recherchent « le pouvoir pour le pouvoir » en invoquant des thèmes idéologiques à la mode, l'efficacité et surtout l'économisme. Ils peuvent être aussi bien des « radicaux de droit » que des libéraux et même parfois des écologistes. Enfin, il existe des groupes hétéroclites, comme des personnalités ou groupement néo-conservateurs, des membres des anciennes élites communistes ou des nouveaux riches qui peuvent se permettre de faire de la « politique vraie et propre », de façon tout à fait désintéressée, du moins en apparence.

Avant comme après 1989, les changements sociaux sont comme d'habitude des luttes entre des élites diverses à propos du partage des positions et des propriétés dans un contexte de mutations géopolitiques. Des rapports de forces politiques et des alliances s'établissent entre les dirigeants de différents groupements, tels que les parties uniques, multiples désormais, les grands fonctionnaires de l'État et des ses institutions, privées ou publiques.

Dans la vie politique il y a toujours des luttes et des alliances. La plupart des élites centre-européennes actuelles ont bénéficié de la formidable ascension sociale permise par les régimes de parties uniques dans le but classique de se consolider. Cette ascension est, avant tout, le résultat d'une volonté idéologique de former de larges couches de la population et d'y puiser pour ses recrutements, en tous cas au début des régimes communistes mis en place. L'ascension fut d'abord strictement liée à l'appartenance au parti, elle ne sera de plus indépendante, plus tard, dans les années 1980.

Formées dans les meilleures universités de l'Est et surtout de l'Ouest, et choyées par leurs milieux familiaux privilégiés, ces « élites nouvelles » s'organisent, durant les années 1980, à l'intérieur des parties uniques ou dans la « dissidence ». Elles ne réfléchissent plus qu'en termes de réformes économiques et politiques. Leurs valeurs semblent être encore celles de la gauche socialiste d'orientation française ou allemande, ou celles d'une gauche libérale teintée d'anti-étatisme. Ces élites se dispersent dans les différents secteurs économiques (souvent dans les banques), universités, mouvements ou partis, à partir du milieu de la décennie avant revenir victorieusement au pouvoir dans les années quatre-vingt-dix, avec le retour des ex-communistes au gouvernement.

Nées de cette dispersion, les « élites néo-nouvelles » des années quatre-vingt-dix partagent encore leur influence avec les « élites nouvelles » et contrôlent les différents leviers de pouvoir, en attendant la disparition des premiers gouvernements patriotiques ou conservateurs. Leur préoccupation première n'est plus la démocratie. Leur programme se résume à « l'ouverture à l'Ouest » et se traduit par une soumission totale aux intérêts internationaux. Elles n'ont d'autre politique que les impératifs d'« ajustements » dictés ou suggérés de l'extérieur. Il ne leur reste dès lors qu'à emboîter les pas aux tendances populistes qui s'imposent comme une des solutions pour conserver le pouvoir politique.

Une partie notable de ces élites établit des réseaux de type féodal à travers la société dans ses activités économiques, sociales ou culturelles. Elles contrôlent ainsi la société et optimisent les bénéfices que ce contrôle peut leur procurer. Les conflits internes majeurs sont encore rares. Ils ne s'expriment que par des discours plus nationalistes que libéraux, inspirés par des slogans d'économie de marché plutôt que de

politique « bien être », plus humanistes que matérialistes, etc. Ne sont éliminés de leurs rangs que les « excités » de tout poil, les racistes déclarés, les anti-démocrates patents ou des opposants véritables. Et maintenant évoquons l'éveil de la région au lendemain de l'aventure du communisme.

13 - Le réveil de la région et des initiatives au lendemain du grand changement

Les changements politiques dans les pays d'Europe Centrale se sont déroulés sans heurts, mais à cause des oppositions communistes parfois dures, comme en Tchécoslovaquie. La région, surtout la Pologne et la Hongrie ont été considérées depuis longtemps comme les mauvais élèves du monde communiste, ils se sont arrachées assez facilement aux liens de l'ancienne alliance communiste, dès avant la chute du mur de Berlin.

Avec l'institution progressive des parties multiples et des élections totalement libres à partir de 1988, les nouvelles assemblées parlementaires se réunissent et mettent en place constitutionnellement un système de garantie de respect des droits de l'homme, des principes d'État de droit et de représentation démocratique. Souvent, on crée ou on renforce des cours constitutionnelles, on organise, avec plus ou moins de « bonheur », le contrôle politique de l'armée et des services secrets et on amorce des systèmes légaux de privatisation et d'indemnisation des victimes des régimes communistes.

Les « trois pouvoirs », tels que prescrits par Montesquieu, sont ainsi institués et juridiquement parlant, sont devenues tout à fait comparables à ceux qui existent dans les pays occidentaux. Il « n'existe aucun cas où un parti, un parlement ou un président puisse gouverner seul, à la fois directement et légitimement ».

Mais quels ont été les modèles de développement envisagés des pays de l'Europe Centrale au tournant de 1989 ? L'internalisation des économies de ces pays était déjà en cours. Malgré tout, des options restaient ouvertes. Elles pouvaient favoriser la solidarité entre ces économies en préparant leur adhésion à une Union Européenne élargie de leur

soumission, sans transition, aux exigences du marché des grandes firmes et banques « sans patrie ». Elles pouvaient aussi favoriser une démocratie socio-économique accrue à la place du démantèlement du peu de démocratie qui existait. Elles auraient pu « social-démocratiser » le système économique au détriment d'une « ouverture au grand large », comme disait le général de Gaulle. Elles pouvaient demander à l'Occident d'investir davantage sans reprendre en main leurs économies, afin d'élaborer la transition vers un stade de développement plus élevé. Vers quels modèles politico-économiques s'orientèrent les pays de l'Europe Centrale dans les années 1980 ?

Commençons par constater que les peuples de cette partie de l'Europe aspiraient en général, sans bien les connaître, soit au modèle « austro-suédois », soit au modèle « juan-carliste ». La plupart d'entre eux connaissaient une Autriche neutre et prospère sans avoir conscience du rôle prééminent des pouvoirs publics dans son économie : l'économie autrichienne reste en effet profondément « mixte » et basée sur un large secteur industriel et bancaire étatique, et sur une sécurité sociale élaborée. Le modèle espagnol les séduisait aussi parce que le pays avait réussi à sortir de la dictature franquiste sans guerre civile et à intégrer l'Europe en une dizaine d'années, sous la direction du roi Juan Carlos. En Europe Centrale, on ignorait que la société civile espagnole, notamment le syndicalisme, avait des traditions « modernistes » depuis le début du siècle et qu'elle avait su résister à Franco.

Avec un peu d'optimisme, à moyen ou à long terme, on aurait pu envisager que la société civile se développe en Europe Centrale et que ses aspirations se transforment en orientations « socialo-écologistes ». Mais, et rien n'a changé à cet égard, aucune force sociale significative ne se dessinait pour donner corps à ces idées. Vu les luttes d'influence entre les élites au sein de la « nomenklatura » et en raison des difficultés économiques qui pouvaient en résulter, on devait plutôt s'attendre à l'imposition plus ou moins brutale de modèles autoritaires. Des coupes d'État de type bonapartiste, comme en Pologne en 1981, relativement bien réussis par leurs instigateurs, pouvaient se produire dans l'un ou l'autre pays, dans les Balkans par exemple. Le modèle péroniste pouvait aussi trouver des adeptes. En cas de difficultés importantes, notamment économiques, il pouvait rassembler des forces de l'ordre autour d'un chef charismatique soutenu par des élites diverses. En Europe Centrale, plusieurs dirigeants actuels avaient le profil de « leader charismatique ». Tous les modèles bénéficient en

général de la sympathie des pays atlantiques, du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

Pourtant les réalités après l'effondrement du système communiste, ont poussé ces pays dont les intérêts vitaux et les objectifs étaient semblables, à réaliser de nouvelles formes de coopération. C'est la reconnaissance du sort commun qui a aidé les protagonistes d'Europe Centrale à se regrouper dans l'Accord de Visegrad. Le CEFTA a pour but de favoriser le libre-échange entre les pays concernés.

De nombreuses initiatives ont marqué aussi la volonté des centres-européens de former une coopération multiforme dans la région. La réouverture du Groupe de Travail Alpes-Adria ainsi que l'Hexagonale ont offert diverses possibilités de coopération.

L'objectif principal des pays de la région, dès l'entrée en fonction des premiers gouvernements librement élus, est de devenir membre de l'Union Européenne ainsi que de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le sommet de Madrid de l'OTAN a déjà invité la Hongrie, la Pologne et la République Tchèque à devenir membre de l'Alliance. L'adhésion – après négociation des détails – a été effectuée en 1999, lors du cinquantième anniversaire de l'Alliance Atlantique.

Les trois pays, sont également candidats pour la première vague de l'élargissement de l'Union Européenne. Leur adhésion est envisagée en 2004. La Slovaquie a été invitée de rejoindre l'OTAN à cette année au sommet de Prague et il est aussi une des candidats de l'Union Européenne.

II

L'ETAT ECONOMIQUE

La réalité géohistorique complexe, à la fois hétérogène et homogène au centre de l'Europe est caractérisée par un processus long de décolonisation historiquement lente et de modernisation retardée, ainsi que par des crises de société et la recherche intense d'identification. La question fondamentale est de savoir si cette région de l'Europe ne se

trouve pas sur le chemin de la « quart – mondialisation » de type périphérique, sous l'égide du capitalisme international et des élites locales, en opérant le passage d'une société féodale et agraire à une société intégrée désormais au capitalisme en train de se globaliser.

Après avoir découvert la région d'Europe Centrale telle que nous l'avions définie, nous étudierons les raisons économiques des aspirations euro-atlantiques de ces pays. Pour que nous puissions comprendre la situation actuelle des économies d'Europe Centrale, nous parlerons premièrement du retard historiquement constant de ces économies par rapport à celles de l'Ouest, puis nous aborderons la situation de ces économies suite à leur ouverture. Enfin, nous esquisserons les caractéristiques actuelles et les possibilités d'avenir.

21 - Une transformation en retard

Une fois étudiant le passé de la région, il n'est pas difficile d'analyser les causes du retard économique de ces pays, mais on peut dire que c'est un retard chronique. La raison initiale se trouve dans le fait que le développement de ces pays a été très retardé par les guerres et conflits successifs du XV^e au XVII^e siècle. Les économies ont souffert d'un nouveau recul avec leur intégration dans les structures économiques qui n'ont pas été traditionnellement les leurs, notamment par l'intégration économique dans le royaume de Prusse, dans l'empire russe et dans l'empire autrichien. Ces pays épuisés ont servi de régions agricoles (à l'exception de la Bohême), ce qui a rendu difficile l'industrialisation.

Au XIX^e siècle dans la plupart des pays, la classe dominante reste fondamentalement agraire avec des magnats polonais et hongrois et des latifundistes roumains ou ecclésiastiques. Les classe artisanales et bourgeoises sont peu représentées. Le conflit entre les paysans et les seigneurs l'emporte encore sur celui entre les bourgeoises et les ouvriers. Certes, dès l'années 1860-1870, certaines régions connaissent un développement manufacturier : Varsovie, la Silésie, Lodz en Pologne (admirablement dépeint avec toutes ses contradictions dans le film de Wajda, La terre

de la grande promesse), la région des Sudètes, les environs de Prague et de Brno en Tchécoslovaquie ou encore ceux de Buda et de Pest en Hongrie. Mais l'immense majorité de la population reste agricole, sans être propriétaire de la terre. Par ailleurs, la mécanisation de l'agriculture ne progresse que très lentement, provoquant des mouvements migratoires énormes au-delà de l'Atlantique à défaut d'emplois industriels.

La position « périphérique » de cette région est marquée depuis le début de l'époque moderne. Il en résulte un retard de ce que l'on nomme la modernisation : la révolution industrielle, l'urbanisation et la sécularisation. Elle ne propose une réforme agraire sérieuse et n'entame pas sa véritable industrialisation que dans les années 1870-1900 et qu'après 1945, au moment de sa libération par les Soviétiques et entre cent, cent cinquante ans plus tard que dans les pays Occidentaux. Le retard de cette industrialisation a freiné l'urbanisation qui a débutée seulement à la fin du XIX^e siècle. Or, pendant l'époque moderne, l'urbanisation semble bien liée à une certaine organisation socio-politique plus démocratique. Dès le début du XIX^e siècle, les pays de cette partie de l'Europe se positionnent, par rapport aux « centre » de la révolution industrielle, comme des formations sociales « périphériques » : dépendantes et extraverties, malgré des îlots d'industrialisation en Silésie, en pays Sudètes et autour de quelques capitales ou ports maritimes. Il n'en reste pas moins que, depuis la disparition de l'ancien régime, ces pays connaissent une véritable modernisation.

Les traités de paix de Paris, à l'issue de la première guerre mondiale, ont amené - entre autres - à la rupture forcée des liens établis pendant deux siècles, et ont détruit les économies en état de fonctionnement. Les trois états nouveau-nés se sont trouvés dans une situation économique précaire.

Enfin, le coup de grâce a été porté par l'arrivée du nouveau système socialiste, avec son nouvel espace économique, les règles rigides de la direction centralisée et la toute-puissante planification. Les économies nationales ont été assujetties aux besoins soviétiques, « le grand frère » a imposé ses idées sur le partage du travail. Le système économique commun, le CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle « ex-marché commun stalinien ») a défini les produits ainsi que leurs quotas, les questions du marché démocratique comme la libre concurrence ont été éludées.

Pourtant, la fin des années soixante et le début des années soixante-dix ont connu un essor dynamique dans ces pays, et les germes de l'économie de marché sont apparus dans les années quatre-vingts. C'est là où on peut trouver les raisons du rétablissement relativement rapide de ces pays après le choc du changement de régime.

22 - L'ouverture économique

Au centre de l'Europe, un débat idéologique s'est instauré, dans les années 1970-1980, autour de la question de « l'économie marché ». Est-elle une économie où la propriété privée des moyens de production domine, mais reste réservée à moins de 5 % de la population comme c'est généralement le cas en Europe Occidentale ? Ou, s'agit-il, tout simplement, d'une économie décentralisée, comprenant des unités d'une certaine taille, où la direction de chaque unité est, selon des règles bien précises, pleinement responsable sans en être propriétaire ? La privatisation est-elle une condition nécessaire ou un prétexte fallacieux à des réformes économiques capitalistes ?

Au terme du débat, le discours majoritaire a consisté à comparer l'évolution des économies dites socialistes avec celle des économies dites de marché et à affirmer que les premières ne fonctionnent pas d'une façon optimale, en sous-entendant que les secondes font. Or, à partir des années soixante, même les pays capitalistes les plus développés connaissent plus ou moins massivement la pollution, le chômage et la dualisation sociale, alors qu'au même moment la situation se détériore dans les pays sous-développés, à quelques exceptions près. Les taux de croissance restent aussi élevés dans les pays de l'Europe Centrale jusqu'aux années quatre-vingt. Les « bons conseillers du roi » sous la houlette du Fonds Monétaire International ou de l'Union Européenne leur promettent le succès après la mise en place de « l'économie de marché », accompagné de privatisations massives, comme en Amérique Latine.

Pour surmonter précipitamment les difficultés, les pays au centre de l'Europe vendent massivement leurs usines, réseaux commerciaux, laboratoires, etc., autrement dit leurs « bijoux de famille » rapidement épuisables, aux groupes financiers et industriels d'Occident. Il faut bien observer l'étrange coïncidence entre l'abaissement du niveau économique et le degré élevé de privatisation.

Les pays centres-européens, anciens membres du CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle « ex-marché commun stalinien ») ont été confrontés à plusieurs problèmes sérieux au moment de l'ouverture de leurs économies. Tout d'abord la question de la démocratisation de l'économie a été liée à celle de la transformation de la propriété. Le processus de privatisation ne s'est pas déroulé sans problème. Dans certains pays, on a choisi la méthode de la privatisation par la distribution des titres (privatisation par « coupons »), dans les autres la méthode a mêlé l'offre libre et l'indemnisation des anciens propriétaires. Dans tous les cas, le risque de spéculation a été fort, ce qui a divisé la société et mis à l'écart des couches sociales importantes.

Tandis que la modernisation lancée par planification économique se réalise d'une façon plus ou moins autonome et favorise le bien-être du plus grand nombre, l'internalisation du capital depuis 1970 sert la volonté de s'enrichir et bien entendu de légitimer de nouvelles élites depuis 1989, en recourant au slogan : « démocratie + marché + privatisation = bonheur à l'occidentale ! ».

L'autre grande problématique a été l'affrontement des échanges traditionnels établis par le « partage de production » au sein de la CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle « ex-marché commun stalinien »). La disparition d'une partie considérable du marché - notamment l'Union Soviétique - a amené ces économies à la réorientation. Or, les exigences en qualité du marché occidental n'ont pas été celles de l'Union Soviétique et la prise de position de ses économies s'est avérée particulièrement difficile.

La réorientation et la restructuration des propriétés ont amené ces économies vers la chute de la production, entraînant une inflation élevée et des taux de chômage importants. En fin de compte, les économies d'Europe Centrale ont connu une chute incomparable de la production. Cette récession, appelée par le professeur Kornai (Hongrie) « récession de transformation » s'est accélérée au point de provoquer une chute à deux chiffres du PIB réel dans de nombreux pays après 1990-1991. L'envergure de cette récession la rend comparable à la Grande Dépression de 1929-1933. Jusqu'à la fin de 1994, la baisse cumulée du PIB des pays du groupe de Visegrad a été de l'ordre de 20% (21% en Hongrie, 18-19% en Pologne et 20-21% en Tchécoslovaquie).

Or, grâce aux slogans déjà mentionnés, des pans entiers des économies centre-européennes se sont mis sous le contrôle des propriétaires occidentaux. L'internalisation par le capital y avait débuté dès les années soixante-dix et s'est seulement accélérée à partir de 1989. Les populations locales n'en bénéficient que marginalement, à l'exception d'une élite peu nombreuse. Or le capital occidental craint l'évolution géopolitique de cette partie de l'Europe et y investit peu, en termes de ressources financières réelles, sauf pour acquérir à bon compte des positions monopolistiques. D'où crise économique, inflation énorme et chômage dramatique.

Pourtant les économies de l'Europe Centrale connaissent une croissance rapide pendant laquelle les taux diminuent de période en période, mais restent valables. La modernisation est réalisée, par ordre décroissant, en Tchéquie et en Hongrie bien avant que dans les autres pays de la région. L'agriculture a perdu une part importante de ses effectifs : la moitié et parfois jusqu'aux deux tiers se retrouvent dans le secteur de l'industrie et du bâtiment. L'industrialisation progresse plus vite dans ces pays du CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle « ex-marché commun stalinien ») que dans les autres pays périphériques de l'Europe.

23 - La conséquence de la stabilisation politique est une croissance économique

Depuis l'année 1994, qui se caractérise par les taux économiques les plus bas de la région, les économies nationales des quatre pays ont repris leur croissance. Cette croissance annuelle, encore modeste, figure entre 4-5 % en Pologne et en Tchéquie, et reste entre 1,5-2 % en Hongrie. D'après les calculs de l' (Organisation de Coopération et de Développement Economique, « marché commun » du monde dit occidental) sur la parité du pouvoir d'achat en 1993, le PIB par habitant était d'environ 8400 dollars en République Tchèque, en dessous de 5000 dollars en Pologne et autour de 6000 dollars en Hongrie et en Slovaquie. Le PIB actuel (2001) montre un certain progrès dans ce domaine. Si par exemple, on prend en compte le vaste secteur de l'économie parallèle en Hongrie, le PIB par habitant pourrait atteindre 8000 dollars. Les cinq états de la CEFTA, avec leurs revenus de 5000-9000 dollars par tête et leurs 65 millions

d'habitants, représentent pour ainsi dire un groupe équivalent aux membres méditerranéens de l'Union européenne, à la fois par leur développement et par leur population.

Le redéploiement du commerce extérieur des pays d'Europe Centrale vers l'Union Européenne a été rapide. L'Allemagne est le premier client et fournisseur des ces pays, en 1994 totalisant 47% des exportations de l'Union Européenne vers les quatre pays de l'Europe Centrale et absorbe 49% des importations. Le deuxième est l'Autriche (12,9 et 11,5% respectivement), suivi par l'Italie (10,2 et 10,3%) et la France (6,2 et 5,8%). L'investissement étranger, notamment en provenance d'Europe Occidentale, des États-Unis et de l'Extrême-Orient, a aussi augmenté.

Néanmoins l'Europe Centrale se caractériserait : primo, par la présence d'États-Nations périphériques en décolonisation progressive mais à des stades variés de développement ; secundo, par des économies extraverties qui se modernisent par phases successives ; tertio, par l'industrialisation et l'urbanisation rapides durant le XX^e siècle.

Cependant la modernisation s'inscrit dans ce que les économistes appellent le développement inégal, où les divers éléments ou facteurs évoluent de façon heurtée et déséquilibrée. En termes historiques, il n'accuse plus, en 1970-1980 et selon les pays et les matières, qu'un décalage de vingt à vingt-cinq ans par rapport aux pays de l'Europe Occidentale : le retard était d'une centaine d'années avant la deuxième guerre mondiale. Toute cette évolution de quarante-cinq ou soixante-dix ans se caractérise par un début de reconstruction et d'industrialisation accélérée, suivi par des périodes de consolidation et de mise en valeur des résultats obtenus pour aboutir finalement à une intégration plus ou moins voulue à l'économie capitaliste. Jusqu'aux des années soixante, l'expansion industrielle est extensive grâce aux transferts de la population active de l'agriculture vers l'industrie et jusqu'à un certain point vers les services. Ensuite, le secteur secondaire croîtra plutôt en raison d'une meilleure utilisation des ressources et surtout d'efforts d'investissement technologiques.

En 1988, le degré de développement de ces pays atteint presque la moitié de celui de la Communauté Européenne : il est comparable à celui des économies « périphériques » de la Communauté. En fait, toute économie, quelle qu'elle soit, se

développe inégalement dans l'espace : même dans les économies fort développées, on trouve des régions entières en difficulté. Une comparaison des indicateurs de niveau de vie nous révèle les forces et les faiblesses de chaque économie nationale.

Les économies sont passées par une période significative de modernisation relativement autonome et planifiée. L'hypothèse complémentaire de caractère politique consiste ici à supposer que le changement de régime politique et constitutionnel au tournant des années 1990 n'a été qu'une « petite transition » au centre de l'Europe. Fort heureusement, cette transition garantit la plupart du temps des libertés et la non-oppression, mais surtout la persévérance et le succès politique des élites, aussi bien que l'intégration de celle-ci au capitalisme internationalisé.

Concrètement, l'internalisation du capital signifie pour les pays centre-européens deux phénomènes : l'un concerne le contrôle des actifs ou des moyens de production tandis que l'autre porte sur le commerce extérieur. Des pans entiers de l'économie, à relativement peu de risque, tombent sous le contrôle des firmes et des groupes industriels et financiers internationaux, surtout les secteurs proches des filières de consommation et les secteurs d'investissements, de biens de production mais beaucoup dans les secteurs de services publics puisque les « investisseurs » obtiennent des garanties étatiques de rentabilité. La réorientation des exportations n'est guère favorable aux pays concernés sous l'égide des firmes multinationales (Hofbauer, 1998).

D'une part, il s'agit d'arrivages modestes de capitaux sous forme surtout de prises de participations en vue du contrôle économique des secteurs ou des branches spécifiques. Il n'y a que d'investissements véritables et dès lors les prises de participation n'impliquent que rationalisation et diminution de l'emploi. Des pans entiers de l'économie, bien entendu à relativement peu de risque, tombent sous le contrôle des firmes et groupes industriels et financiers internationaux. Les secteurs en question sont avant tout proches des filières de consommation et du secteur des banques et des finances. On en trouve assez peu dans les secteurs des investissements, des biens de production mais beaucoup dans les secteurs des services publics, puisque les « investisseurs » obtiennent des garanties étatiques du taux de rentabilité.

D'autre part, les exportations vers les pays de l'ancien CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle « ex-marché commun soviétique ») et vers les pays non européens de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) régressent, alors que celles qui sont orientées vers l'Union Européenne augmentent de façon vigoureuse. Ceci compense en volume largement cela. Ce qui signifie que les pays centre-européens perdent la position de force qu'ils avaient en termes technologiques, dans les domaines du commerce extérieur : leurs économies deviennent extraverties, dépendantes et déstructurées, voire « sous-traitantes ». Cette dernière caractéristique apparaît sous l'égide des échanges intra-entreprises, qui sont en augmentation extraordinaire grâce à des firmes et des banques multinationales.

Les données postérieures à 1989 sont tout aussi discutables : les structure des prix étaient instables et faussées par inflation de plusieurs dizaines, voire de centaines de pour cent par mois ou par an, pendant les deux dernières décennies du siècle. Les données qui sont commentées dans des annexes, sont donc des indications approximatives, sans grande précision, des ordres de grandeur indicatifs, dirions-nous. Il est difficile de savoir si les améliorations constatées résultent d'une meilleure prise en compte statistique ou de manipulations d'ordre politique, par les institutions publiques locales ou internationales.

Mais comme nous l'avons déjà souligné, les économies d'Europe Centrale arrivent au tiers ou à la moitié du degré de développement global de l'Union Européenne, et en même temps, leur degré de développement devient tout à fait comparable. Une comparaison en termes d'indicateurs de niveau de vie nous révèle peut-être encore mieux la vraie nature du développement. Aussi peut-on considérer que le niveau alimentaire et sanitaire est satisfaisant en Europe Centrale, bien qu'en retard d'une façon fort inégale en produits industriels de consommation, et que le niveau de développement atteint y est situé à mi- chemin entre les pays dits sous-développés et les pays dits de post-industrialisation.

III

QUEL SONT DES PERSPECTIVES DES PAYS

CENTRAUX

Les raisons fondamentales de l'adhésion de l'Europe Centrale à l'Union Européenne se trouvent dans les données économiques. Maintenant, nous essayerons de donner les perspectives de ces pays, en abordant les enjeux de la vie politique, la fragilité relative de l'économie et la situation particulière générée par l'adhésion en premier lieu à l'OTAN et en deuxième lieu à l'Union Européenne.

31 - Les enjeux politique

Les enjeux dans le domaine de la vie politique des pays centres-européens sont assez complexes. Tout d'abord, il est très important d'arrêter le glissement des importantes couches sociales vers la pauvreté, et acquérir ainsi une certaine « réconciliation » au sein des sociétés après le choc du changement. Cela comporte la reconstruction des grands systèmes sociaux et la politique de l'emploi, tout en respectant les règles du marché libre.

Le deuxième enjeu est en liaison étroite avec le premier. Cela comprend la stabilisation des institutions politiques démocratiques. Il s'agit d'une certaine institutionnalisation (contre la personnalisation) de la vie politique, ce qui implique la lutte contre la corruption et l'écartement des courants extrémistes du pouvoir politique.

Les discours totalement maîtrisés de l'efficacité économique, du nationalisme ou de l'ethnicité sont ainsi utilisés comme moyens d'accès combinés au pouvoir et à la domination. Les élites vont manœuvrer en accord avec leurs intérêts et avec ceux des groupes ethniques ou des classes qu'elles sont censées représenter. Tout devient dès lors un instrument politique entre les mains des élites. Or, après l'abandon par étapes de toute intention planificatrice, les parties uniques ne conviennent plus pour arbitrer les

conflits au sein des élites, dont l'emprise individualisée, ne fait que croître, notamment dans le domaine socio-économique.

Pas moins important, le règlement des questions des minorités et des ethnies. Le problème des minorités existe encore en Slovaquie (minorité magyar). Les problèmes concernant l'ethnie tzigane imposent des mesures sérieuses dans tous les pays concernés. Ces problèmes sont ancrés dans la « mémoire des peuples » et il est difficile de la changer.

Les mémoires collectives et les mythologies mobilisatrices sont faites de multiples éléments. Elles se constituent plus spécifiquement au centre et autour de centre de l'Europe à partir de sentiments multiples. Des sentiments « de résistances aux envahisseurs, de perpétuel abandon des grandes puissances et d'encerclement par des ennemis toujours complotant contre la souveraineté nationale ». Des sentiments aussi basés sur une impression de manque d'unité nationale interclasses jugée indispensable ou danger d'une « cinquième colonne » ; sur la conviction d'être un bastion contre la barbarie antichrétienne venant du Sud ou de l'Est. Ces mémoires et mythologies étaient les manipulations opérées par les appels à l'unité nationale. Elles alimentent des xénophobies variées à l'intérieur, autant que des nationalismes exacerbés à l'égard d'autres pays.

Ainsi, par exemple, tous les malheurs de la Pologne seraient dus à sa partition au XVIII^e siècle. Les difficultés de la Hongrie trouveraient leur origine dans les « traités honteux » de Versailles imposés au pays aux lendemain de la première guerre mondiale. L'âme toujours profonde des Roumains, des Slovaques ou des Polonais, tout autant que l'orthodoxie ou le catholicisme, se combinent adroitement pour légitimer des comportements inacceptables. Les frontières « historiques » (de quelle histoire ?) ou « naturelles » (indiscutable ?) permettent de mobiliser les esprits dans des buts douteux, notamment en Hongrie ou en Pologne. Dans l'esprit des gens, des territoires se trouvent, doublement ou triplement investis en vertu d'« histoires glorieuses » qui justifieraient des irrédentismes multiples. Tel est le cas en Transylvanie pour les Roumains et les Hongrois, en Silésie pour les Polonais et les Allemands. Tous territoires, où, en agitant de telles idées, le jeu des classes dirigeants vise simplement à obtenir ou garder le pouvoir.

La force des mémoires de la période de guerre 1939-1945 est, avant tout, le souvenir de massacres atroces. Ils sont imputables à la guerre mais aussi et surtout aux assassinats – d'une ampleur inégalée – de peuples quasi entiers, notamment des Juifs et des Roms, ainsi que, dans une moindre mesure, des victimes des Goulags en l'URSS dans les années 1940. La conscience des survivants se torture, les générations suivantes sont gênées et les bourreaux pourchassés, ainsi que leurs enfants qui vivent encore parmi nous. Changer la mémoire des peuples, la mentalité des gens c'est un véritable défi, l'enjeu d'une démocratie et un développement commun en Europe Centrale.

Il y a encore un autre enjeu dans ces pays, ils doivent éviter de dériver vers le nationalisme. Est – ce que la question de la transition est liée au nationalisme comme instrument de pouvoir ? Le patriotisme insistera donc sur une histoire commune et populaire pour que la nation puisse exister, alors que le nationalisme n'est que l'instrumentalisation des appartenances ou des quêtes identitaires par des élites en vue du pouvoir à exercer. Au centre de l'Europe, le nationalisme est toujours considéré comme une matière première extrêmement inflammable. Car, sur ce point, aux yeux des milieux dirigeants de l'Union Européenne et jusqu'à un certain point de l'OTAN, tout populisme ou nationalisme serait un risque de conflits. La « décolonisation » toute récente de l'Europe Centrale était probablement impensable sans les patriotismes qui ont permis l'auto-définition collective, pas nécessairement agressive (voir la révolution dite « velours » en ex-Tchécoslovaquie). Mais le discours totalement maîtrisé de l'efficacité économique, du nationalisme ou de l'ethnicité peut aussi toujours servir de moyen d'accès combiné au pouvoir et à la domination.

Le long processus de « décolonisation » au centre de l'Europe de 1918 à 1989 est, vaille que vaille, contemporain de la constitution des États indépendants et d'une lente démocratisation de ces derniers. Ce processus devra aboutir à l'adhésion à l'Union Européenne avant 2010. Or l'intégration européenne va de pair avec un certain abandon du patriotisme. L'Europe Centrale devient un terrain envahi par le capital en voie de globalisation.

De son côté, Gäll (1995) met en évidence que la région centre-européenne « doit résoudre simultanément trois tâches d'ordre stratégique, à savoir : la modernisation économique et sociale, la démocratisation conséquente, l'établissement de l'Etat de

droit et ce qui en est inséparable, notamment la reconsidération de la question nationale. Or, à la fin du XX^e siècle, se manifestent deux tendances concomitantes. Il s'agit, d'une part, de la globalisation et d'autre part, d'une différenciation accentuée par la recherche de l'identité nationale-ethnique. La protection juridique des minorités nationales et ethniques devient de plus en plus l'une des composantes essentielles des relations inter-étatiques, de la stabilité et de la sécurité internationales ».

Si la période de transition entre le début et de la négociation et l'adhésion effective s'avère trop longue, le risque est grand de voir s'amplifier le caractère sauvage du capitalisme dans les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale). Ce qui, à son tour, augmenterait l'extension sauvage du capitalisme dans l'Union Européenne, c'est à dire menacerait le fameux « modèle social ». Ce modèle est resté jusqu'à présent toujours préalable aux conditions sociales actuelles au centre de l'Europe, bien qu'il y soit en constant étoilement. A moins d'une intégration assez rapide, ce risque politique pourrait s'accroître, en raison des effets négatifs du capitalisme, devenu d'une sauvagerie croissante dans cette partie de l'Europe.

Malgré tout cela, bien que la plus grande partie de la population soutienne l'intégration euro-atlantique, on peut observer encore des réticences dans certaines couches sociales. La raison principale de cette opposition est le changement brutal des conditions de vie après le relatif bien-être du socialisme.

Par ailleurs, tous les pays ont adopté les principes du Conseil de l'Europe, fondés sur la démocratie politique et l'autonomie locale. Pourtant, dans quasi aucun de ces pays, le système d'administration territoriale n'a encore trouvé son point d'équilibre et les réformes restent à faire qui est aussi un grand enjeu. Dans ce domaine c'est la Hongrie qui est la première, elle va commencer la transformation son système d'administration territoriale dans cette année.

32 - Une constante: économique précaire

Les pays d'Europe Centrale doivent à présent faire face aux tâches complexes de préparation et d'ajustement, qui sont étroitement liées et subordonnées à la

transformation et à la stabilisation de leurs économies. Mais la transformation comporte des problèmes. Les réformes économiques s'accélèrent souvent par une forme de décentralisation, qui va de pair avec une dualisation de la société.

Les erreurs d'orientation et allongement des délais d'exécution, d'une part, la consommation « spécifique » élevée en matières premières et en énergie, de l'autre, ralentissent les progrès surtout pendant les années quatre-vingt ; ce qui au total diminue la productivité du capital. Pour compenser ces résultats décevants, la plupart des pays (la Hongrie et la Pologne surtout) s'endettent auprès de banques occidentales complaisant. Avec l'appui des États occidentaux, qui souhaitent, pour dénouer la crise de leurs propres économies, favoriser les exportations d'équipements vers les pays d'Europe Centrale. Mais en effet les États occidentaux ne se soucient pas trop de l'utilité de ces exportations dans les pays concernés et profitent de la corruption de la nomenklatura, dûment formée au « management moderne » en occident et bien sûr en américain. Selon certaines, cette politique d'endettement et d'embrigadement aurait fait partie de la stratégie des pays l'OTAN visant à affaiblir le camp « soviétique ».

Depuis le début les années quatre-vingt, la décentralisation insuffisante de la gestion économique, la saturation de l'industrie et l'internationalisation, favorisée puis imposée par l'endettement extérieur, provoquent l'apparition du chômage, officiellement déclaré ou non, accompagnée de baisses des revenus moyens réels. La nouvelle « invasion » du capital international, depuis les années 1980, rappelle celle que les pays d'Europe Centrale ont connue pendant la période de l'entre deux guerres ; son importance atteignait parfois la moitié de leur économie monétisée.

La paupérisation des populations centre-européennes se poursuit depuis le début des années quatre-vingt, sous la bannière de « l'ouverture à l'Ouest ». Nulle part les populations n'étaient à la dégradation sociale qu'elles ont partout connue, dans leur majorité. La montée de la pauvreté, du chômage et de très grands écarts de niveau de vie est générale. Les queues ont été remplacées par des hausses de prix. Lorsque la croissance reprend, elle creuse les écarts de niveau de vie et de développement régional. Significative est à cet égard la montée d'activités de sous-traitances localisées par des firmes multinationales dont le but est le marché de l'Union Européenne.

Comme dans la plupart des pays du monde, cette régression varie selon la pénétration des firmes ou groupes financiers dans ces pays. L'internalisation du capital signifie deux choses pour les pays centre-européens. D'une part, l'arrivage de capitaux, sous forme surtout de prises de participation afin de contrôler l'économie par le biais de la propriété. Il n'y a que peu d'investissement véritable : usines, laboratoires, etc. Les prises de participation n'impliquent que rationalisation et diminution de l'emploi. D'autre part, leurs exportations vers les pays de l'ancien CAEM (Conseil d'Assistance Economique Mutuelle « ex-marché commun »), comme vers les pays non européens de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), régressent alors que les exportations vers l'Union Européenne sont en forte croissance. Les pays centre-européens perdent la position de force qu'ils avaient dans certains domaines du commerce extérieur : leurs économies sont désormais extraverties, dépendantes et déstructurées, voire « sous-traitées ».

Les exportations sont donc de plus en plus basées sur des industries traditionnelles à basse rémunération. Quant à l'agriculture, la géo-économie en devient d'une grande complexité. Le service de la dette (c'est-à-dire la charge d'intérêt et les remboursements du capital) est tel que, quelle que soit la croissance économique réelle, les économies régresseront sous le poids de la charge de la dette extérieure. C'est le couronnement du discours néo-libéral et l'assurance, pour les élites au pouvoir, de s'y maintenir. C'est par voie conséquence « le développement du sous-développement », l'accentuation du caractère périphérique des économies et le dualisation de la société.

Malgré tout cela le retour à l'économie de marché et la privatisation supposent une certaine stabilité mais une consolidation à long terme appartient aussi aux conditions préalables pour que ces pays soient prêts à l'adhésion à l'Union Européenne. Les critères d'adhésion, établis à Copenhague en 1993, sont les suivants:

- la stabilité des institutions démocratiques (état de droit, droits de l'Homme, respect et protection des minorités);
- une économie de marché en état de fonctionnement;
- la capacité à faire face aux pressions de la concurrence et aux forces de marché à l'intérieur de l'Union;

- l'aptitude à satisfaire toutes les obligations découlant du statut d'État-membre, y compris l'adhésion;
- aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire;
- la capacité de l'Union elle-même à absorber de nouveaux membres.

A l'égard de ces critères, ces quatre pays d'Europe Centrale (La Hongrie, la Pologne la République Tchèque et dans une moindre mesure la Slovaquie) ont été retenus comme candidats. Les négociations sur l'entrée ont commencé au début de l'année 1998. Le prochain élargissement « au première tour » pourrait avoir lieu en 2004, mais il y a déjà plus de candidats.

Les facteurs géopolitiques sont déterminants. Les pays les plus proches de l'Europe de l'Ouest sur le plan géographique et historique forment avec elle une « région économique naturelle » (Paul Krugman). La reconstitution d'anciens réseaux et circuits d'échanges et d'investissements joue un rôle important.

33 - L'intégration euro – atlantique

Depuis le début des années 1990, les discours s'enrichissent d'affirmations péremptoires sur l'urgence d'adhérer aux entités « euro-atlantique », l'OTAN et éventuellement l'Union Européenne. Cette adhésion est vue comme une source de légitimation extérieure aussi bien que comme une sorte de renforcement d'alliances entre les classes dominantes du Centre et de l'Ouest de l'Europe ou des États-Unis d'Amérique. La formule définitive est dès lors : (marché + privatisation) + (multipartisme + élections libres) + (adhésion à l'OTAN et à l'Union Européenne) = bonheur à l'occidentale.

Malgré l'évidence d'un rapprochement économique, ce n'est pas l'Union Européenne qui a la première ouverte ses portes aux nouveaux adhérents, mais c'était l'OTAN.

En plus de la garantie de la sécurité, la présence militaire, surtout américaine, peuvent être facilitées et garanties à la fois par l'institution des régimes politiques

idoines et l'intégration politico-économique à l'Union Européenne. Il s'agira aussi de déterminer comment ces régimes agissent ou réagissent éventuellement en termes de politiques intérieure et étrangère.

Cependant l'adhésion de trois pays en 1999 (la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque) sur quatre (la Slovaquie est déjà invitée) d'Europe Centrale n'est pas un miracle, étant donné leur situation géopolitique citée plus haute.

En effet, il n'existe pas de menace majeure militaire qui pèse sur l'Europe Centrale. Par contre, existent des menaces multiformes telles que la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, le crime organisé. Néanmoins, les crises en ex-Yougoslavie ont démontré que l'apparition des menaces armées (contre la Hongrie dans ce cas de figure) ne peuvent pas être exclues.

Par conséquent, l'adhésion à l'OTAN s'est effectué plus tôt, parce que les critères de l'adhésion ont été plus faciles à satisfaire que dans le cas de l'adhésion à l'Union Européenne. L'Europe est en pleine formation, elle aussi. De ce point de vue, l'arrivée des centres-européens ne se fait pas en retard, au contraire: ils seront là au rendez-vous de la véritable création de l'Europe, forte des premières expériences du travail commun au sein de l'OTAN.

Pour le centre de l'Europe comme d'ailleurs pour toute l'Europe, l'élargissement de l'Union Européenne est à la fois une question de sécurité, politique intérieure et extérieure. Aussi, l'évolution des politiques intérieures dans les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) reste-t-elle forte conditionnée par la question de l'adhésion à l'Union Européenne. En réalité, dans la majorité des pays centre-européens, cette question occupe une place tout à fait prioritaire, conformément au consensus de toutes les parties significatives. Cette question est d'évidence déterminée par la politique d'élargissement de l'Union Européenne et par les conditions géopolitiques de cette dernière. Or, revenons-y, depuis la fin des années 1980, l'Union Européenne ne joue-t-elle pas perdant face aux États-Unis ? N'est-elle pas de plus en plus incluse dans une zone de libre échange américano-européenne où les États-Unis bénéficient d'une position hégémonique ? Demain, ne sera-ce pas le cas à propos de l'élargissement de la construction européenne vers l'Est ?

On en est loin, à en juger par inexistence d'une politique étrangère et de sécurité pour l'Europe. « L'Europe Unie pourrait faire entendre sa voix et ses idées, si elle avait derrière une diplomatie, une armée, une monnaie forte, une économie puissante, etc. C'est ça qui donne du poids aux Etats-Unis. Les groupes industriels, eux, sont déjà devenus internationaux » (Monette, 1997). L'Union Européenne a déjà une économie puissante et dispose d'une monnaie unique et forte. Il lui manque une armée européenne et son corollaire, la diplomatie. C'est pourquoi les pays centre-européens restent encore au côté des Etats-Unis. Pour ces pays, les Etats-Unis leur donnent encore plus grande sécurité.

L'aspiration à entrer dans l'Union Européenne est devenue une véritable « course à l'adhésion » pour les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale). Elle a pris le pas sur l'ensemble des coopérations amorcées dans la région dès les années 1980 et d'une manière générale, sur la coopération bilatérale ou multilatérale entre les différents pays concernés. Ces derniers ne font que regarder surtout vers Bruxelles, siège de l'Union Européenne et de l'OTAN. Les gouvernements de ces pays ont choisi d'affronter le défi de l'intégration en rangs dispersés dans l'espoir d'être « le premier élu » (Lhomel, 1989 & 1999). Certes, c'est ridicule et ne fait que fragiliser encore plus ces pays, face à l'Union Européenne et aux multinationales.

De plus, les gouvernements des PECO craignent d'abandonner trop visiblement leur souveraineté politique. Néanmoins, ils subissent sans doute les effets d'une diplomatie américaine tout à fait brillante et dès lors, optent résolument en faveur de l'OTAN. Ils choisissent ensuite aussi l'Union Européenne, mais comme simple zone de libre échange, sans consistance politique sérieuse. En fait, les gouvernements, comme les nouvelles élites issues des parties uniques, y sont nettement majoritaires. L'intégration à l'OTAN se fait donc avec la complicité empressée des classes dominantes locales en quête d'une légitimation aussi rapide que possible. Quant aux négociations en vue de l'adhésion à l'Union Européenne, elles apportent une légitimité peut-être encore plus importante. Mais, dans ce domaine, les élites n'ont guère intérêt à accélérer l'intégration complète et préfèrent une longue période d'adaptation afin, en attendant, d'assouvir leur volonté de pouvoir et d'asseoir leur domination. Ainsi, pour des raisons différentes, rencontrent-elles aussi les préoccupations des dirigeants de l'Union Européenne.

Les négociateurs centre-européens de pré-adhésion ou d'adhésion à l'Union Européenne sont souvent entourés de nombre de conseillers ou de « consultant » américains face aux interlocuteurs ouest-européens. Il s'agit classiquement de la soumission aux intérêts américains privés et publics, du manque de légitimité des élites locales et de la légalité discutée de ces mêmes classes possédantes quant à leurs avoirs économiques. Or, les populations centre-européennes sentent confusément l'avantage indiscutable d'adhérer plutôt à l'Union Européenne qu'à l'OTAN.

Ces populations savent qu'adhérer à l'OTAN sera coûteux. Elles sont fort favorables à l'adhésion à l'Union Européenne dont d'ailleurs la garantie de sécurité s'avère de meilleure qualité que celle de l'OTAN, discutable et entièrement dépendante des Etats –Unis.

Avec l'accord de tous, deux évolutions également possibles en ce qui concerne notre continent : soit (a) l'Europe Occidentale et Centrale est militairement banalisée et devient d'une certaine façon la « Suisse neutre du monde » au III^e millénaire, par analogie avec le rôle joué par ces pays pendant la deuxième guerre mondiale, soit (b) l'Europe est à nouveau partagée entre Washington et Moscou dans le cadre d'un « Yalta II », et l'Union Européenne est obligée de se réarmer puissamment, avec l'idée peut-être fort optimiste de mieux équilibrer les rapports de force des deux côtés de l'Atlantique.

Manifestement, la première possibilité alimente des propositions et des mesures déjà prises telles que le désarmement en matières d'armes conventionnelles, la construction de structures de sécurité pan-européennes dans le cadre de l'Organisation de Sécurité et de Coopération pour l'Europe (OSCE), l'élimination des armes nucléaires, la réduction contrôlée du nombre d'armes stratégiques ou la constitution d'une force conventionnelle proprement européenne. L'ensemble de ces mesures signifie en définitive un désarmement assez poussé et une quasi-dénucléarisation de l'Europe Occidentale et Centrale. C'est bien ce qui semble se mettre en place, du moins jusqu'à un certain point. Selon la deuxième possibilité, en cas d'opposition foncière des Etats-Unis à l'égard de l'OSCE, le risque serait de voir l'OTAN se substituer à cette dernière, ce qui « ré-américaniserait » puissamment l'Europe et en même temps, ce Yalta II la partagerait en deux, 300 à 400 kilomètres environ plus à l'Est Yalta I.

En termes de principes et de valeurs, cette dernière évolution n'est pas sans risque. L'OTAN, les Etats-Unis et ses alliés, se vante depuis toujours de défendre le système démocratique, la paix dans le monde entier et les droits de l'homme au sens large du terme. Or l'OTAN s'accommode fort bien des régimes dictatoriaux ou fort autoritaires, qu'il s'agisse de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal dans le passé, de la Turquie aujourd'hui. Sans évoquer souvent les principes des droits de l'homme, les Etats-Unis réarment massivement le monde et plus particulièrement les pays islamiques jusqu'en Europe (en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et au Kosovo), tout en déclarant vouloir renforcer l'OTAN face au danger que représenterait l'Islam. Le respect des règles du Conseil de l'Europe ou l'Organisation internationale du travail n'est manifestement pas le premier souci des pays de l'OTAN, ni à l'intérieur ni à l'extérieur. L'absence de principes et de valeurs, dont l'Europe serait le gardien, pourrait diminuer la légitimité de l'OTAN et de ses alliés européens, qui font par ailleurs partie de l'Union Européenne.

Quoi qu'il en soit, l'élargissement de l'OTAN et les effets de l'intervention de l'OTAN dans les Balkans, surtout en 1999, ne semble favoriser ni la sécurité européenne, ni une « certaine idée de l'Europe des citoyens » alors que, de son côté, l'élargissement de l'Union Européenne agrandit l'Union, au grand plaisir notamment des libre-échangistes pro-atlantistes (voir Ash, 1999). Certes, l'adhésion pourrait réréguler, jusqu'à un certain point, les économie centre-européennes face à un « capitalisme sauvage », stabiliser même militairement certains pays et diminuer les tensions socio-politiques dans les divers pays concernés et entre eux. Mais de façon fort compréhensible, du point de vue des classes et élites dominantes, les négociateurs centre-européens dès le début des discussions ont, à l'instar des Britanniques, écarté la charte sociale de 1989 et le protocole social du traité de Maastricht de 1991, afin de garantir aux multinationales une « paix sociale » renforcée et de retarder l'adhésion qui risquerait de mettre en question leurs privilèges (Potel, 1999).

CONCLUSION

La réalité géo-historique complexe, à la fois hétérogène et homogène au centre de l'Europe, est caractérisée par une processus long de décolonisation historiquement

lente et de modernisation retardée, ainsi que par des crises de société et la recherche intense d'identification. Du point de vue socio-culturel et politique, la région centre-européenne est, géographiquement, une « zone composée des conflits des empires ». Les données géo-historiques du centre de l'Europe révèlent, peut-être, les éléments les plus fondamentaux de la région. Les pays qui nous intéressent ici s'inscrivent ainsi dans l'évolution avec un décalage d'ordre socio-économique de vingt-cinq à cinquante ans sur celles de l'Europe Occidentale ou de l'Amérique du Nord.

Plus de dix ans après la chute de mur de Berlin: les pays d'Europe Centrale, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ne ressemblent plus à ce qu'ils étaient treize ans auparavant. La première période de fracture des traditions du passé communiste est terminée. Tout le monde conviendra que les deux dernières décennies du XX^e siècle ont apporté des changements non négligeables aux régimes politiques du centre de l'Europe : le multipartisme, des élections libres, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et juridique, etc. Les hypothèses sont multiples pour discerner les stratégies par lesquelles les classes ou les élites dominantes centre-européennes se sont choisies ou imposées par un consensus remarquable afin de se maintenir, notamment dans le domaine du politique, et d'acquérir un minimum de légitimité tant intérieure qu'extérieure. D'une part, ce consensus porte précisément sur la nécessité de légitimer, réguler et légaliser l'appropriation privée et sélective des moyens de production. D'autre part, il fait accepter, en tant que signe d'une « ouverture à l'Occident » et de « libéralisation » interne, l'endettement extérieur souvent massif envers les banques, les groupes financiers, les firmes industrielles et les États capitalistes.

De l'autre côté, l'insistance des peuples centre-européens à « vouloir être européens », à « l'avoir toujours été » ou à « vouloir rentrer en Europe » doit être considérée comme significative et sérieuse. Elle exprimerait la réaction politique, populaire et commune, à une réalité géopolitique : le fait d'être coincé entre deux puissances, entre la Russie et l'Union Européenne, voir les Etats-Unis.

Les groupes d'élite ou les classes dominantes pratiquèrent, selon les circonstances et tour à tour, des conflits d'intérêts et des alliances défensives ou

agressives par rapport aux autres groupes ou classes de la société en vue de garder leur position, voire en acquérir de nouvelles.

Par ailleurs, paradoxalement, les succès de la planification et la consolidation des régimes obligent les classes dirigeantes à repenser peu à peu le système économique et politique, afin de garantir leur pérennité. Comme dans beaucoup de pays en « voie de sous-développement », la double revendication politique « multipartismes et élections libres » devient, au centre de l'Europe, la forme élégante et suffisante pour partager le pouvoir politique entre les divers courants des élites, qui se disputent sur des questions secondaires, mais sont unis par un consensus solide sur l'essentiel.

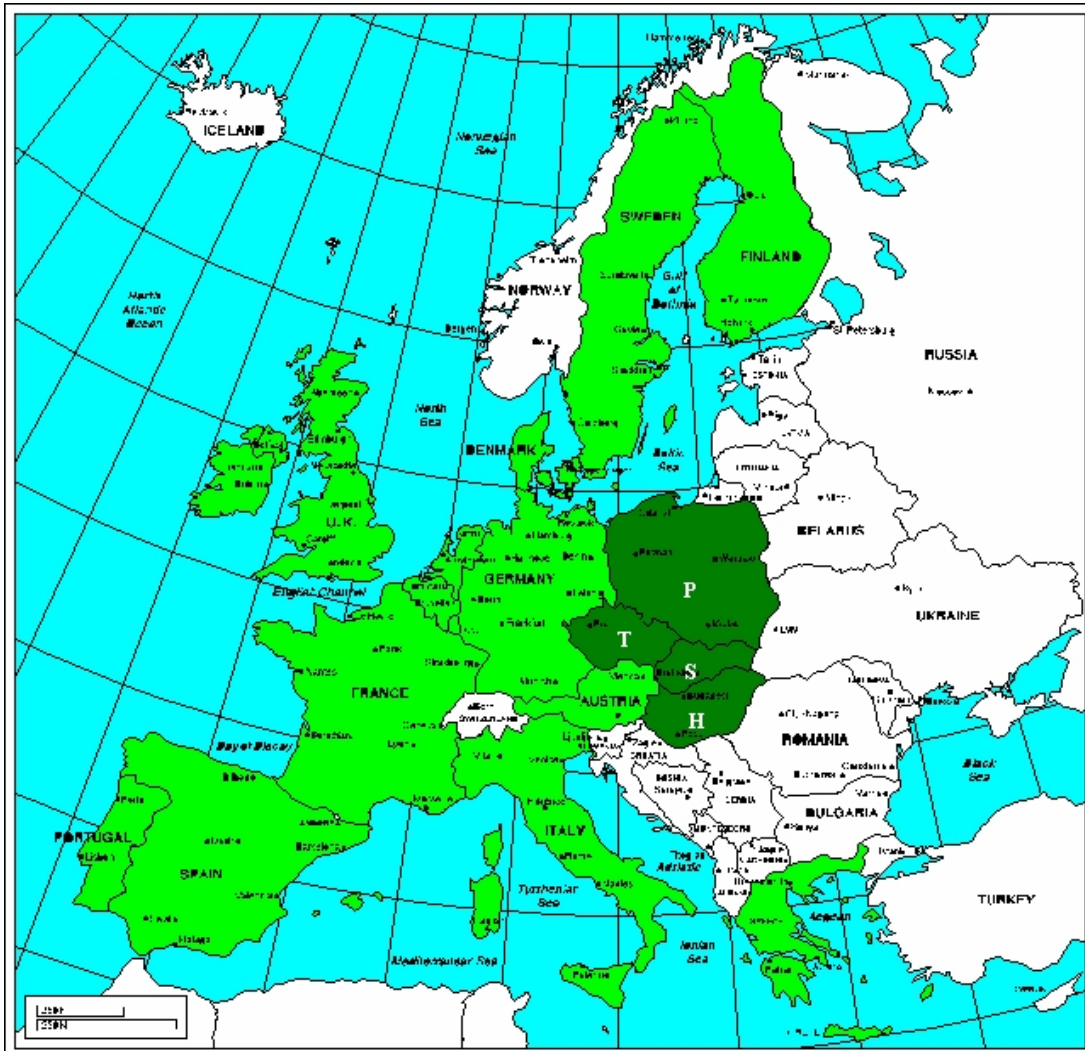
Les voyageurs occidentaux découvrent avec plaisir que le cadre de vie dans ces pays ne diffère plus de celui de son propre pays. Mais derrière cette image un peu retouchée se trouvent toutes les tragédies humaines - collectives et individuelles - des grands changements du monde: la misère des uns et la richesse énorme des autres, le chômage et l'incertitude sociale redécouverts, les extrémistes politiques de tous côtés, les anciennes valeurs perdues et la multiprésence des phénomènes de la société de consommation dans un cadre de vie traditionnel. Les retombées sociales du grand changement accompagneront encore longtemps le développement des sociétés de ces pays.

Au fond des aspirations politiques de ces pays on peut trouver les raisons géopolitiques les poussant à former des alliances avec d'autres pays dans le domaine de l'économie, mais aussi de la politique extérieure et de défense. Les pays d'Europe Centrale ne peuvent pas assurer tout seul leur sécurité et leur développement.

L'Europe Centrale est devenue adulte: mais son adolescence a été plus courte et plus douloureuse que celle des autres régions d'Europe. Le défi des êtres adultes s'est déjà produit pour la région. La nécessité de décider seule là où elle veut s'aligner. Elle a choisi la seule solution logique, l'Europe Occidentale, avec laquelle son sort a été lié tout au long de son histoire. Elle veut partager les fardeaux et les fruits de l'action commune. Elle veut participer à la création d'une Europe commune, qui est forte de son héritage, pleine d'expériences et riche de ses cultures diverses.

C'est avec cette Europe qu'elle veut affronter les défis du monde du XXI^e siècle, qui sera caractérisé par l'action commune plutôt que par l'action individuelle. Une question fondamentale se pose : « toutes choses restant égales », cette région de l'Europe ne se trouve-t-elle pas sur le chemin de la « quart-mondialisation » de type périphérique, sous l'égide du capitalisme international et des élites locales ? N'opère-t-elle pas le passage d'une société féodale et agraire à une société dès à présent intégrée au capitalisme, qui est en train de se globaliser ? Quelles en seront les répercussions sur la manière de se représenter des citoyens, sur les configurations du politique et sur les modèles socio-politiques des pays ?

Europe Centrale par cette étude: cadre physique



Légende: P= Pologne, T = République Tchèque, S= Slovaquie, H = Hongrie

Données démo - géographiques

Pays	Surface en milliers de km ²	Populations en millions	Capitale
Pologne	313	38,4	Varsovie
Slovaquie	49	5,2	Bratislava
Tchéquie	79	10,5	Prague
Hongrie	93	10,3	Budapest
au total	534	64,4	

Europe Centrale par Nicolas Bardos – Féltonronyi



Légende: * = la médiane européenne

- *les trois pays baltes*: l’Estonie, la Lettonie et la Lituanie;
- *les quatre pays de Visegrad*: la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie;
- *les trois pays centre-européens de la Communauté des États Indépendants (CEI)*: le Biélorussie, l’Ukraine et le République Moldave;
- *les « six » pays ex – yougoslaves*: la Slovénie, la Croatie, la Serbie (avec le « Kosovo »? et la Voïvodie), le Monténégro, la Bosnie – Herzégovine et la Macédoine;
- *les trois autres pays balkaniques au centre de l’Europe*: la Roumanie, la Bulgarie et l’Albanie;

Données démo - géographiques

Pays	Surface en milliers de km ²	Populations en millions	Capitale
Estonie	45	1,5	Tallin
Lettonie	65	2,7	Riga
Lituanie	65	3,7	Vilnius
Biélorussie	208	10,2	Minsk
Ukraine	604	51,5	Kiev
Moldave	38	4,5	Chisinau
Pologne	313	38,4	Varsovie
Slovaquie	49	5,2	Bratislava
Tchéquie	79	10,5	Prague
Hongrie	93	10,3	Budapest
Slovénie	20	2	Ljubljana
Croatie	57	4,8	Zagreb
Monténégro	14	0,6	Podgorica
Serbie + Kosovo	88	9,8	Belgrade/Pristina
Bosnie - Herzégovine	51	4,4	Sarajevo
Macédoine	26	2,1	Skopie
Roumanie	238	23,1	Bucarest
Bulgarie	111	9	Sofia
Albanie	29	3,4	Tirana
au total	2193	197,7	

Tableau comparatif des données géographiques

Pays (Capitale)	Superficie (km ²)	Population	Densité de population (hab. au km ²)	Croissance annuelle de population
Hongrie (Budapest)	93 000	10 049 000	108,0	- 0,5 %
Pologne (Varsovie)	312 677	38 601 000	123,5	+ 0,2 %
République Tchèque (Prague)	78 864	10 251 000	130,0	- 0,1 %
Slovaquie (Bratislava)	49 016	5 347 000	109,1	+ 0,3 %
Europe Centrale	533 557	64 248 000	117,7	+1,5 % (estimé)

Les principales données économiques

Pays	PIB par pays (milliards de \$) en 2000 PIB par habitant (en \$) en 1998	Dettes extérieures totales (million de \$)	Croissance annuelle 1985-95	Croissance annuelle 1996
Hongrie	45,7 4727	31 248	- 0,4 %	+ 1,0 %
Pologne	159 4101	42 291	+ 1,2 %	+ 5,5 %
Tchéquie	45,9 5476	16 576	- 0,8 %	+ 4,2 %
Slovaquie	19,1 3777	5 827	- 0,8 %	+ 6,9 %

Source : PIB : « L'encyclopédie Universelle LAROUSSE l'Intégrale » Edition 2002

L'autre : « L'Etat du Monde 1998 » Edition la Découverte p. 590

La structure géographique du commerce de l'Europe Centrale
en 1989 (1992) et 1995
(en % du total)

Pays	Union Européenne (à Douze)	Pays de l'ex-COMECON	Autres pays
Hongrie			
Exportations 1989	27,1	39,8	33,1
1995	50,5	13,3	36,2
Importations 1989	29,1	39,7	31,2
1995	45,5	23,2	31,3
Pologne			
Exportations 1989	32,1	35,1	32,8
1995	63,0	16,4	20,6
Importations 1989	33,5	32,7	32,8
1995	57,0	15,9	27,1
Tchéquie			
Exportations 1992	52,8	18,3	28,9
1995	52,9	16,1	31,0
Importations 1992	47,3	23,1	29,6
1995	50,5	16,6	32,9
Slovaquie			
Exportations 1992	41,7	29,7	28,6
1995	47,8	29,4	22,8
Importations 1992	34,5	41,3	24,2
1995	38,5	36,1	25,4

Source : RAMSES 98, édition Dunod, p. 178

BIBLIOGRAPHIE

Nicolas Bardos – Féltonyoni: Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre
Edition de l'Université de Bruxelles, 2001, Bruxelles

Pierre Béhar : Une géopolitique pour l'Europe. Vers une nouvelle Eurasie?
Editions Desjonquères, 1992, Paris

Jean Bérenger : L'Autriche-Hongrie 1815-1918
Armand Colin Editeur, Paris, 1994

Istvan Bibo: Misère des petits États d'Europe de l'Est
Edition Albin Michel S. A., 1993, Paris

Bernard Chavance: La fin des systèmes socialistes
Edition L'Harmattan, 1994, Paris

Bernard Michel : Nations et nationalismes en Europe Centrale
Edition Aubler, Paris, 1995

Dictionnaire géopolitique des États - Yves Lacoste - Editions Flammarion

L'Europe Centrale et Balkanique (Atlas d'histoire politique)
Editions Complexe, Bruxelles, 1995

L'Europe Centrale et Orientale
Les études de la Documentation Française, édition 1994

L'Europe des nationalismes aux nations (Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne)
Edition SEDES

" L'Europe Orientale: Les tigres naissent à l'Est "
L'Expansion, du 20 février au 5 mars 1997, N°543

Les équilibres militaires 1995 - édition Dunod

L'état du monde 1998 - Editions La Découverte

NATO Review, July-August 1997, September-October 1997

L'Observateur Hongrois (1997), Dossiers sur la Hongrie (1994-1997)

Mensuel et bulletins du Ministère des Affaires Etrangères de Hongrie en français

Pays de l'Est : de l'ouverture à l'adhésion

Ramses 1998, Edition Dunod

PcGlobe Maps 'n Facts, CD-ROM version française 1997 - Edition Broderbund
Software

RAMSES 1996 et 1997 - Editions Dunod

Relations Internationales & Stratégiques, N° 26, été 1997

TABLE DES MATIÈRES

<u>INTRODUCTION</u>	1
La définition de l'Europe Centrale (Une région difficile à définir)	1
La situation géographique (le cadre physique) de cet endroit	1
<u>I – Le changement de régime:</u>	3
11 - Quel est l'héritage historique?	3
12 – Les changements politiques	5
13 – Le réveil de la région et des initiatives au lendemain du grand changement	9
<u>II - L'état économique:</u>	11
21 - Une transformation en retard	12
22 - L'ouverture économique	14
23 - La conséquence de la stabilisation politique est une croissance économique	16
<u>III - Quel sont des perspectives des Pays Centraux:</u>	20
31 - Les enjeux politique	20
32 - Une constante: économique précaire	23
33 - L'intégration euro – atlantique	26

<u>Conclusion</u>	30
Annexe 1 : Europe Centrale par cette étude: cadre physique	34
Annexe 2 : Europe Centrale par Nicolas Bardos – Féltonyoni	35
Annexe 3 : Tableau comparatif des données géographiques	37
Annexe 4 : Les principales données économiques	38
Annexe 5 : La structure géographique du commerce de l'Europe Centrale en 1989 (1992) et 1995 (en % du total)	39
Bibliographie	40